

Assemblée générale du 20/11/2008 à Paul Sabatier

Aides sociales, bourses

Topo de Romain (Sud)

- 29% boursiers, de moins en mois (6% en moins cette année)
- 50% travaillent, 13% sont handicapés par cela
- 110000 étudiants, 25000 boursiers
- 2/3 des financements du crous sont des emprunts à 5% au lieu de financements de l'état, cela se ressent sur le ticket RU (5 centimes d'augmentation en plus par an)
- Réponses du gouvernement : baisse des points de charges, revalorisation infime, création d'un prêt étudiant
- Rapport Lambert remis à Pécresse en aout (application 2009/2010), LRU version aide sociale, autonomie budgétaire, autonomie des ressources humaines, recherche de nouveaux modes de financements (participation des usagers), rationaliser les dépenses (non augmentation des aides sociales), conseils avec plus de gens qui viennent des université avec accompagnement des filières stratégiques (disparité selon les filières), conseils en financements de la vie étudiante (banque).

Nicolas (UNEF)

- Milliers étudiant qui arrêtent leurs études faute de financements, seule réponse du gouvernement : prêts étudiants, endettement pour l'avenir ; désengagement de l'état, pas de rénovation des chambres en cité u cette année, nécessité d'aller à la manif de l'aprèm. Problème des disparités des droits entre les différentes universités (réforme des UE d'ouverture à Paul Sabatier). Revendication : cadrage national des diplômes, refuser le travail étudiant.

Réforme des IUFM

Topo de Fred (Sud)

- Casse des IUFM : juin dernier : Sarkozy a annoncé la suppression des IUFM, l'allongement de la formation avec meilleur rémunération des profs débutants, sans aucune concertation. Suppression du stage d'un an en 2eme année d'IUFM, donc supprimer 2000 emploi, une année supplémentaire d'étude pour les enseignants. Sélection sociale avec la suppression d'une année rémunérée. Application dès 2009.
- Futur parcours : licence normale, m1 normal, mêmes concours au m2 : plus de formation pratique, plus de rémunération. C'est à l'opposé que ce que revendiquaient les organisations syndicales. Le prof a directement un emploi à temps plein avec un simple tuteur.
- Présence de membre de la société civile (probablement patronat) dans les jury. Certaines catégories seront dispensés de licence. Réforme en cours.

Charlotte (UNEF)

- Réforme dramatique car les profs auront une formation incomplète car sans partie pratique, avec pour seul but de faire des économies. Suppression de postes, heures d'autonomie dans les lycées, matières regroupées ensembles.

Mathieu (NPA)

- Les réformes sont faites parce que ça coûte cher, mais on donne des centaines de milliards aux banquiers. L'argent est disponible, c'est donc une volonté politique. Les étudiants doivent exiger une éducation, et une recherche publique.

Nicolas (UNEF)

- On ne peut pas se contenter de dire que la politique du gouvernement est incohérente. Ce sont des choix politiques faits par le gouvernement (paquet fiscal, renflouement des banques, porte-avion). La réforme implique une diminution de l'enseignement pédagogique.

Julien (NPA)

- 85000 suppressions de postes. Financement des lycées sur des fonds privés (comme la LRU). 1/3 des cours seront des modules optionnels (inégalité selon les lycées). Beaucoup de secteurs sont en grèves. 400 000 suppressions de postes prévues en France l'année prochaine. Nécessité d'un mouvement fort.

Pablo

- mouvement étudiant en Italie. 5/6 ans d'avance sur les réformes (1999 l'équivalent du lmd), 2004 équivalent de la LRU, supprimer en 2015 la moitié du budget de l'université, ouverture complète aux capitaux privés. Réforme de tout le système scolaire (supprimer le fait qu'il y a 3 instit par classe). Mouvements importants des étudiants : « on ne payera pas la crise ». Universités qui sont occupées depuis un an, qui ouvrent des cours, etc. Assemblée nationale d'étudiants ayant redéfini les revendications en terme d'université.

Plan Campus et Réussite en licence

Pas de topo (personne absente)

Romain (SUD)

- LRU : issue du rapport Hetzel, autonomie budgétaire (fondations, financements privés qui sont un moyen de pression sur le contenu des formations) et ressources humaines, changement de gouvernance des université (arrivée massive de personnalités extérieures dans le conseil d'administration, notamment de représentants du patronat local)
- Plan campus : 10 sites sélectionnés, l'argent vient de 5 milliards d'action de EDF (qui sont devenus 3 milliards d'euro avec la crise), dont les facs vont toucher les intérêts (20 millions par ans), répartis de façon non équitable entre les 10 sites. Sur Toulouse créer une cité internationale pour le

« rayonnement de la fac ». Le mirail n'est pas inclus dans le plan campus.

Fred (SUD)

- Le plan campus (10/60) favorise les sites déjà en tête, qui vont devenir des facs d'élite avec la LRU (adoption de frais d'inscription décidés par les facs). L'Arsenal est déjà une université « autonome ». Cela défavorise les petites facs. L'argent du plan campus ne sera débloqué uniquement dans le cadre d'un partenariat public-privé, donc une partie de l'argent ira à la société privées impliquée dans le partenariat.

Perspectives

Romain (SUD)

- ailleurs à Toulouse, les personnels du Mirail sont en lutte, ont envahis deux fois le cA suite à l'application de la LRU, intersyndicale étudiants/personnels, proposition à l'AG du Mirail d'en refaire une le 9 décembre. Nécessité de poursuivre de façon unitaire.

Fred (SUD)

- Proposer une plateforme de revendication : (cf. plus bas)

Pierre (AGET-FSE)

- interventions uniquement de syndiqués, pourquoi les non-syndiqués sont venus ici ?

Un étudiant

- veut s'informer sur pourquoi ça bouge, chez les étudiants comme chez les personnels

Un autre étudiant :

- quel est l'objet de la plateforme

Mathieu :

- explication de la plateforme

Plateforme de revendication :

- Contre la réforme du CROUS
- Contre le rapport Lambert
- Contre la suppression des IUFM
- Contre la réforme des Lycées
- Contre les suppressions de postes
- Pour un réengagement de l'état dans l'enseignement supérieur

Vote : plateforme adoptée

Environ 50 personnes présentes à l'AG

Mirail : 500 personnes, quasi même revendications. Reconduction de la grève jeudi prochain.

Ministère 60% de grévistes Syndicat 80%